



Seule une mobilisation d'ampleur permettra d'imposer nos revendications.

Au-delà de la réélection d'E. Macron et de son incapacité à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, cette longue séquence politique a surtout été marquée par une abstention record, véritable signal politique de protestation. Ces élections attestent également de l'ancrage inquiétant de l'extrême droite qui obtient un nombre historique de député-es. Pour la CGT Éduc'action, c'est le résultat conjugué de décennies de politiques d'austérité à l'égard des classes populaires qui poussent les électeur-trices vers un vote de rejet, d'une incapacité de la part du politique à répondre aux peurs de déclassement et d'une banalisation du discours RN. La CGT Éduc'action réaffirme qu'il est indispensable de poursuivre la lutte contre les idées d'extrême droite et l'imposture sociale qu'elles représentent.

Et maintenant on fait quoi ?

La situation sociale et économique est très préoccupante. L'inflation galopante, le blocage des salaires, les réformes libérales des dernières années (assurance chômage, lois travail...) ont des effets dévastateurs pour les salarié-es, les privé-es d'emploi ou les retraité-es. Pour la CGT Éduc'action, il y a urgence à ce que le monde du travail se fasse entendre et obtienne de véritables victoires. Dès maintenant, revendiquons et mobilisons les personnels pour une augmentation générale des salaires de 400€, une augmentation de la valeur du point d'indice d'au moins 10% pour rattraper les pertes depuis 2010 (et non les très insuffisants 3,5% annoncés aujourd'hui) ainsi que son indexation sur l'indice des prix à la consommation mais aussi l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Exigeons une revalorisation immédiate des pensions et des minimas sociaux. Et plus que jamais, exigeons la retraite à 60 ans, marqueur d'une société juste et solidaire.

Alors que la rentrée 2022 se prépare aujourd'hui, la CGT Éduc'action est très inquiète des conditions de reprise. Des années de suppressions de postes associées au manque d'attractivité des métiers vont conduire à un manque incontestable de personnels dans les classes et les services. C'est bien le fruit d'une politique de casse des services publics et de précarisation des métiers. Immédiatement, pour améliorer nos conditions de travail et celles d'étude des élèves, continuons d'exiger un plan d'urgence de recrutement et de formation de personnels statutaires dans tous les métiers de l'Éducation nationale, mais aussi un plan massif de titularisation.

Enfin, à la lecture des récentes déclarations du ministre, il est clairement établi que ses orientations ne sont pas différentes de celles de son prédécesseur et qu'elles seront bien l'application du funèbre programme Macron en matière d'éducation (rémunération au mérite et élargissement des missions, territorialisation, remplacements internes forcés...). Et que dire de sa volonté de remettre en cause les arrêts maladie... Pour la CGT Éduc'action, les personnels n'ont rien à attendre de positif du gouvernement.

Il est indispensable de se battre pour une autre répartition des richesses, contre toute forme d'inégalité et de construire collectivement, au sein du mouvement social, une société plus juste et plus émancipatrice. Ensemble, maintenons la pression sur le gouvernement et construisons le rapport de force social pour faire gagner les revendications des personnels et de la CGT.

Montreuil, le 28 juin 2022